

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ

**Nombre d'inscriptions possibles sur la liste d'aptitude aux fonctions de psychiatre chef de service ou de secteur à plein temps des établissements hospitaliers publics autres que les hôpitaux locaux et sur la liste d'aptitude aux fonctions de chef de service associé en psychiatrie à établir au titre de l'année 1983.**

Le ministre de la santé,

Vu le décret n° 78-257 du 8 mars 1978 modifié portant statut des praticiens à plein temps des établissements d'hospitalisation publics autres que les hôpitaux locaux;

Vu l'arrêté du 9 juillet 1979 relatif aux modalités de recrutement des psychiatres du cadre hospitalier chefs de service associés et chefs de service ou de secteur à plein temps des établissements hospitaliers publics autres que les hôpitaux locaux,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Conformément aux dispositions des articles 2 et 14 de l'arrêté du 9 juillet 1979 susvisé, le nombre d'inscriptions possibles au titre de 1983 est fixé comme suit :

Liste d'aptitude aux fonctions de psychiatre chef de service ou de secteur : quatre-vingts.

Liste d'aptitude aux fonctions de psychiatre chef de service associé : trois.

Art. 2. — Le directeur des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 février 1983.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur des hôpitaux :  
Le chef de service,  
R. SCHMIEDER.

## MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE

### JEUNESSE ET SPORTS

**Habilitation de certaines associations de parachutisme sportif à enseigner le parachutisme sportif et à faire passer les examens pour l'obtention du brevet fédéral de parachutisme et de diverses qualifications.**

Le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-607 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 sur le développement de l'éducation physique et du sport;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu le décret n° 75-364 du 13 mai 1975 transférant au ministre chargé des sports les attributions relatives au parachutisme sportif précédemment exercées par le ministre chargé de l'aviation civile;

Vu le décret n° 76-1246 du 17 décembre 1976 relatif à l'agrément des groupements sportifs;

Vu le décret n° 78-489 du 3 juin 1978 relatif à l'habilitation des fédérations sportives, et notamment son article 4;

Vu l'arrêté du 18 mars 1980 relatif aux parachutes utilisés pour la pratique du parachutisme sportif;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1980 portant délégation de pouvoirs à la fédération française de parachutisme;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1981 portant délégation de signature au directeur des sports;

Vu l'instruction ministérielle du 29 juillet 1981 relative aux activités de parachutage;

Vu l'avis émis par la fédération française de parachutisme,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'enseignement du parachutisme sportif et les examens pour l'obtention du brevet fédéral de parachutisme sportif et de diverses qualifications sont organisés dans les centres écoles de parachutisme habilités par le ministre chargé des sports après avis de la fédération française de parachutisme.

Les centres écoles de parachutisme exercent leur activité Ecole sur une plate-forme ayant reçu l'agrément des autorités aéronautiques compétentes.

Les centres écoles pourront demander à exercer leur activité d'enseignement sur une ou deux plates-formes secondaires utilisables occasionnellement en cas de nécessité. Celles-ci, outre l'agrément des autorités aéronautiques, devront également satisfaire aux conditions techniques minimales définies par la fédération française de parachutisme.

Art. 2. — Pour bénéficier de l'habilitation de centre école de parachutisme sportif, les associations doivent :

1° Etre constituées sous forme d'associations déclarées au titre de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ou, pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, conformément au code civil local;

2° Etre affiliées à la fédération française de parachutisme;

3° Satisfaire aux conditions techniques minimales définies par la fédération française de parachutisme;

4° Etre agréées par le commissaire de la République du département comme groupements sportifs;

5° Disposer de l'encadrement obligatoire pour la conduite et le contrôle de l'instruction;

6° Se conformer à la méthode d'enseignement de la fédération française de parachutisme pour la conduite de l'instruction et la pratique du parachutisme sportif;

7° Adresser une demande au ministre chargé des sports sous couvert de la fédération française de parachutisme.

Art. 3. — Les séances de saut pour la préparation au brevet fédéral de parachutisme sportif et le contrôle des épreuves pour l'obtention du brevet sont organisées sous la responsabilité, la direction et la présence effective au minimum d'un instructeur titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif (option Parachutisme) premier degré, assisté, obligatoirement, d'un instructeur adjoint titulaire de la même qualification ou d'un instructeur fédéral.

Un parachutiste sportif titulaire d'une carte d'instructeur fédéral stagiaire ne peut, en aucun cas, se substituer à l'un ou l'autre des instructeurs visés plus haut.

Art. 4. — Un seul centre école de parachutisme sportif est habilité par plate-forme de saut. La liste des plates-formes secondaires autorisées pour certains centres écoles de parachutisme sportif sera diffusée annuellement après avis technique fédéral justifiant de leur opportunité.

Art. 5. — Les séances de saut sont autorisées sous réserve de l'application des règles relatives aux activités de parachutage définies par le ministre des transports (direction générale de l'aviation civile).

Art. 6. — L'habilitation peut être retirée par le ministre chargé des sports aux centres écoles ne remplissant plus l'une des conditions prévues aux articles 2 et 5 du présent arrêté.

Art. 7. — Les centres écoles de parachutisme sportif remplissant les conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté, et dont la liste figure en annexe, sont habilités à la date du jour de parution de l'arrêté.

Art. 8. — L'arrêté du 2 février 1982 portant habilitation de certaines associations de parachutisme sportif à enseigner le parachutisme sportif et à faire passer les examens pour l'obtention du brevet de parachutisme fédéral et de diverses qualifications est abrogé.

Art. 9. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 février 1983.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des sports,  
J. GROSPILLET.

### ANNEXE

Centre école régional de parachutisme de l'Aisne : terrain d'aviation de Laon-Chambry, 02000 Laon.

Centre parachutiste : aérodrome de Périgny, 03120 Lapalisse.

Centre école de parachutisme de Normandie : aérodrome civil, 14650 Carpiquet.

Centre école régional de parachutisme de Royan : aérodrome de Royan-Médus, 17600 Saujon.

Centre école de parachutisme de la Corse : aérodrome de Bastia-Poretta, 20200 Bastia.

Centre école régional de parachutisme sportif d'Aquitaine : aérodrome de Roumazière, 24100 Bergerac.

Centre école de parachutisme du pays de Montbéliard : aérodrome de Courcelles-les-Montbéliard, 25420 Voujeaucourt.

Centre école de parachutisme de Besançon : aérodrome de Besançon-La Vèze, 25000 Besançon.

Centre école de parachutisme Provence-Méditerranée : aérodrome de Pujaut, 30131 Pujaut.

Centre école de parachutisme du bassin d'Arcachon : aérodrome de Villemarie-La Teste, 33260 La Teste-de-Buch.

Centre école départemental de parachutisme sportif de la Gironde : aérodrome, 33780 Soulac-sur-Mer.  
 Centre école de parachutisme du Centre-Ouest : aérodrome, 36300 Le Blanc.  
 Centre école de parachutisme de Grenoble : aérodrome de Saint-Geoirs, 38590 Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.  
 Centre école de parachutisme de Saint-Etienne : aérodrome, 42330 Saint-Galmier.  
 Centre école de parachutisme du Lot : aérodrome de Cahors-Lalbenque, 46230 Lalbenque.  
 Centre de parachutisme de la Marne : aérodrome, 51400 Mourmelon-le-Grand.  
 Centre école régional de parachutisme sportif Nancy-Lorraine : aérodrome d'Azelot, 54210 Saint-Nicolas-de-Port.  
 Centre école de parachutisme de Vannes : aérodrome de Vannes-Meucon, 56230 Elven.  
 Centre école Moselle-Parachutisme : aérodrome de Doncourt-lès-Conflans, 54800 Jarny.  
 Centre école régional de parachutisme du Nord : aérodrome de la Salmagne, 59600 Maubeuge.  
 Centre école de parachutisme Nord Para-Club : aérodrome de Lille-Marcq, 59910 Bondue.  
 Centre école de parachutisme Pyrénées-Océan : aérodrome de Lasclaveries, 64450 Thèze.  
 Centre école de parachutisme du Roussillon : aérodrome de Saint-Laurent-de-la-Salence, 66000 Perpignan.  
 Centre école de parachutisme Alsace : aérodrome du Polygone, 67000 Strasbourg.  
 Centre école régional de parachutisme sportif de Colmar-Alsace, 68000 Colmar :  
 1° Zone de saut 221, aérodrome de Colmar-Houssen (700 mètres sur 2 000 mètres), activité école par vent traversier inférieur à la vitesse propre du parachute utilisé et par passage individuel avec guidage radio pour les sauts de début ;  
 2° Zone de saut 212, Colmar-Sud (1 000 mètres sur 1 000 mètres), activité école en sauts de groupe et par vent supérieur à la vitesse propre du parachute utilisé.  
 Centre école régional de parachutisme de Lyon : aérodrome de Corbas, 69800 Saint-Priest.  
 Centre école de parachutisme de Saône-et-Loire : aérodrome de Champforgueil, 71530 Chalon-sur-Saône.  
 Centre école de parachutisme sportif du Maine et Val-de-Loire : aérodrome de Saint-Hilaire-Saint-Florent, 49400 Saumur.  
 Centre école de parachutisme sportif de Savoie : aérodrome de Chambéry-Aix-les-Bains, 73420 Le Viviers-du-Lac.  
 Centre école régional de parachutisme de Haute-Normandie : aérodrome de Dieppe-Saint-Aubin, 76550 Offranville.  
 Centre école de parachutisme sportif de Paris-Ile-de-France : aérodrome, 77320 La Ferté-Gaucher.  
 Centre école régional de parachutisme du Poitou : aérodrome, 79100 Thouars.  
 Centre école de parachutisme de la Somme : aérodrome de Péronne-Saint-Quentin, 80200 Péronne.  
 Centre école régional de parachutisme Claude-Lahille : aérodrome d'Agen, 82400 Valence-d'Agen.  
 Centre école de parachutisme Côte d'Azur : aérodrome du Luc, 83340 Le Cannet-des-Maures.  
 Centre école de parachutisme de l'Ouest : aérodrome des Ajoncs, 85000 La Roche-sur-Yon.  
 Centre école de parachutisme d'Artois : aérodrome de Lens-Bénifontaine, 62300 Lens.  
 Centre école de parachutisme de Bourbon : aérodrome de Saint-Denis, 97473 Saint-Denis (Réunion).  
 Centre école de parachutisme de Nouvelle-Calédonie : aérodrome de Tontouta, Nouméa.  
 Centre école de parachutisme de Polynésie française : aérodrome, Papeete.  
 Centre école de parachutisme de la Guadeloupe : aérodrome du Raizet, 97110 Pointe-à-Pitre.  
 Centre école de parachutisme de la Guyane française : aérodrome de Kourou, 97310 Kourou.

## MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT

### Concours pour le recrutement d'adjoints administratifs d'administration centrale.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'urbanisme et du logement en date du 17 février 1983, est autorisée au titre de l'année 1983 l'ouverture de deux concours (externe et interne) pour le recrutement d'adjoints administratifs d'administration centrale.

Le nombre total des places offertes aux concours est fixé à quarante-cinq.

Ces places sont réparties de la manière suivante :

Concours externe prévu à l'article 21 du décret n° 58-651 du 30 juillet 1958 portant statut de ces agents.

Grande chancellerie de la Légion d'honneur : une place ;  
 Ministère de l'urbanisme et du logement : vingt places ;  
 Institut géographique national : deux places.

Concours interne prévu à l'article 21 du même décret.

Grande chancellerie de la Légion d'honneur : une place ;  
 Ministère de l'urbanisme et du logement : vingt places ;  
 Institut géographique national : une place.

En outre, quarante-quatre places seront offertes aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre selon la répartition suivante :

Grande chancellerie de la Légion d'honneur : une place ;  
 Ministère de l'urbanisme et du logement : quarante et une places ;  
 Institut géographique national : deux places.

Deux places seront offertes aux travailleurs handicapés, à pourvoir au ministère de l'urbanisme et du logement.

Les postes non pourvus par cette catégorie de candidats s'ajouteront aux emplois à pourvoir par voie de concours.

La période des inscriptions sera close le 18 mars 1983, terme de rigueur.

La date des épreuves ainsi que la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'urbanisme et du logement.

Le ministre de l'urbanisme et du logement,

Vu l'arrêté en date du 17 février 1983 autorisant en 1983 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs d'administration centrale au ministère de l'urbanisme et du logement, à l'Institut géographique national et à la grande chancellerie de la Légion d'honneur,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — La date des épreuves écrites est fixée au 18 mai 1983.

Art. 2. — Le directeur du personnel est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 février 1983.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du personnel :  
 L'ingénieur des ponts et chaussées,  
 S. VALLEMONT.

NOTA. — Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du ministère de l'urbanisme et du logement soit par lettre affranchie à 3,30 F adressée au bureau du recrutement, 244, boulevard Saint-Germain, 75775 PARIS CEDEX 16, soit en se présentant 35-37, rue Frémicourt, Paris (15<sup>e</sup>) (téléphone : 567-35-90, poste 361).

## MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

### Décret portant nomination au conseil d'administration de la société nationale Radio-France Internationale.

Par décret en date du 21 février 1983, sont nommés membres du conseil d'administration de la société nationale Radio-France Internationale :

En qualité de représentant du Sénat.

M. Cantegrit (Jean-Pierre).

En qualité de représentant de l'Assemblée nationale.

M. Bellon (André).

## MINISTÈRE DES P. T. T.

### Concours pour le recrutement d'inspecteurs élèves des postes et télécommunications (branche Services d'exploitation [postes et services financiers], commerciaux et administratifs).

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et du ministre des P. T. T. en date du 17 février 1983, est autorisée au titre de l'année 1983 l'ouverture de deux concours pour le recrutement d'inspecteurs élèves des postes et télécommunications (branche Services d'exploitation [postes et services financiers], commerciaux et administratifs).

Le nombre total des places offertes aux concours est fixé à 800.